

LES PAYSANS SE FONT AVOIR SUR TOUTE LA LIGNE.

Décidément, comment les paysans peuvent-ils encore faire confiance à un organisme qui pour la plupart, les a poussés dans la spirale infernale du surendettement ? Car de pseudo conseils en charlatanisme, les paysans sont « invités » à se moderniser à outrance, à s'endetter en d'autres termes, pour produire, prétendument moins cher et toujours plus alors qu'aucun ne maîtrise les paramètres de l'équation dont ils sont la simple variable d'ajustement.

Le prix du grain, souvent hybride donc qui ne peut être réensemencé, échappe à leur prérogative, le coût de l'entretien des machines agricoles n'est pas un élément sur lequel ils ont la main, l'augmentation du montant des intrants et autres polluants habituels leur échappe totalement (1), il en va de même en ce qui concerne le prix de vente, que ce soit par l'intermédiaire des coopératives agricoles ou des centrales d'achat de la grande distribution.

Imaginez une entreprise qui ne maîtrise aucun des paramètres économiques constitutifs du coût de revient et par suite, de sa marge. Elle est vouée inexorablement vers le trou béant de la faillite. Pour le paysan, c'est exactement un processus identique qui se met en place, sauf que, dans la majeure partie des cas, il est l'un des travailleurs de la terre (pas salarié, travailleur... Travailleur et patron) de sa propre exploitation et parfois le seul (hormis sa famille, éventuellement). Comme si, le dirigeant de l'entreprise était aussi derrière les machines outils, l'ordinateur, le téléphone...

Dans ce contexte, le paysan n'est pas une personne morale, son insolvabilité face à son endettement se traduit par la perte de tout son capital, y compris ses biens propres (bâtiments ferme, engins agricoles certes, mais même sa maison). Là où une entreprise (type SAS, SARL, etc ...) est limitée à la perte de son capital comptable, le paysan, lui, ne perd pas seulement son outil de travail, ce qui n'est déjà pas rien, il perd aussi tous les éléments de sa vie personnelle car il est responsable de ses dettes sur ses biens propres.

Comment en sont-ils arrivés là, ces paysans endettés incapables de rembourser le poids de la dette alors qu'ils ne comptent pas leurs heures de travail, ni les heures de leur entourage familial, conjoint (e), enfant (s) qui les aident à la ferme ? Et ce, pour des salaires qui frisent l'indécence moins de 900 euros mensuels en moyenne pour plus de 17% de la filière porcine, par exemple (2).

Il y a sans doute, voire sûrement, un problème du côté du modèle économique prôné par les représentants de l'Etat qui reprennent en chœur, depuis au moins 4 décennies, le refrain éculé des syndicats agricoles, et en particulier celui qui règne sans partage sur les paysans, la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) plébiscitée par ces derniers (peu rancuniers) à l'occasion des élections organisées par la chambre d'agriculture.

Car ce sont les représentants de ce syndicat, la FNSEA, qui poussent à toujours produire plus.

Plus, pourquoi ?

Pour que s'effondrent les prix de vente, que les centrales d'achat des grandes surfaces s'autorisent à imposer leur prix d'achat, que les prix des matières nécessaires à l'exploitation ne cessent de s'envoler, que les dettes, quel que soit le temps consacré à l'exploitation, ne puissent plus être remboursées.

Plus, pour faire des paysans des citoyens vivant trop souvent en dessous du seuil de pauvreté malgré leur courage et leur abnégation.

Plus, pour en enrichir d'autres, les semenciers et autres industriels de l'agro alimentaire dont le président de la FNSEA, un certain Arnaud Rousseau, n'est pas le moindre avec son groupe « Avril ».

Peut-on sérieusement être président d'un syndicat de défense du monde agricole et être à la tête d'une multinationale qui surfe sur les bénéfices engrangés sur les céréales et autres produits de l'agroalimentaire ?

C'est un peu comme si, les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT (syndicats ouvriers) étaient à la tête, pendant leur exercice syndical, de boîtes d'intérim qui exploitent sans vergogne et avec peu de contrepartie, le salarié.

Et pourtant, les paysans continuent à soutenir un syndicat qui n'a jamais vraiment roulé pour eux (en tous les cas depuis une trentaine d'années, au moins), qui leur a toujours proposé des modèles économiques d'essor de l'exploitation par l'endettement, l'agrandissement à outrance et l'appauvrissement des sols par l'utilisation massive d'intrants, jamais par le retour à des exploitations à taille humaine avec son corollaire d'écoulements locaux.

Evidemment, tous les paysans ne sont pas logés à la même enseigne. Les céréaliers sont plutôt à la bonne place dans l'échelle des « bénéfiques », les éleveurs, plutôt à la mauvaise. Cependant, la grande majorité ploient sous le poids du remboursement de la dette pour avoir écouté benoîtement la FNSEA leur insuffler « Enrichissez-vous »⁽³⁾ et surtout « Endettez-vous » pour être livré pieds et poings liés au système dont vous ne pourrez plus vous dépêtrer.

La boucle est bouclée, seul l'endettement supplémentaire permet un sursaut jusqu'à la faillite car l'intérêt de la dette et la dette elle-même sont devenus insupportables pour l'exploitation.

Je l'indiquais déjà dans une note « les agriculteurs en colère », les paysans se trompent de combat. Choisir la FNSEA c'est se tourner irréversiblement vers l'endettement sans retour à l'équilibre et le risque de suicide à l'arrivée.

Paysans, réveillez-vous, faites payer la FNSEA pour la situation dans laquelle vous êtes !

(1) Voir à ce propos la note 2023 de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/7645553/IP1957.pdf>

(2) Voir sur ce point le blog Insee bien justifié <https://blog.insee.fr/combien-gagne-un-agriculteur/>

(3) Pour plagier François Guizot ministre des affaires sous la Monarchie de Juillet